

**Consultation de la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries,  
de l'Énergie et des Ressources naturelle**

**Sur le projet de renversement de la Ligne 9b d'Enbridge**

**Présentation de la Chambre de commerce de Lévis**

**27 novembre 2013**

## **PRÉSENTATION**

Bonsoir à vous tous! Au nom de la Chambre de commerce de Lévis, je vous remercie de nous accorder la parole. Je me présente, Jérôme Jolicoeur, président de la Chambre de commerce, mais surtout directeur du développement et des affaires juridiques du Groupe commercial AMT, qui intervient principalement dans l'immobilier. Je suis accompagné à ma droite par Jérôme Gaudreault, directeur général de la Chambre et à ma gauche par M. Daniel Beaudoin, président de la compagnie Descimco.

La Chambre de commerce de Lévis est le plus important réseau de gens d'affaires de la région Chaudière-Appalaches. Fondée en 1872, elle représente aujourd'hui plus de 1200 gens d'affaires et sa mission consiste à participer activement au développement économique de la région. Elle s'intéresse particulièrement aux dossiers socio-économiques touchant de près le développement de Lévis.

La Ville de Lévis est située sur la Rive-Sud du Fleuve St-Laurent en face de la Ville de Québec. Forte de ses quelques 141 000 résidentes et résidents, Lévis agit sans contredit comme une métropole régionale et comme principal pôle urbain, économique et institutionnel de la région Chaudière-Appalaches, dont elle représente plus du tiers de la population et de l'activité économique.

Lévis y joue un rôle stimulant et moteur, qui s'accroît constamment dans le contexte issu de la création de la nouvelle ville de Lévis, intervenue en 2002. En effet, son développement s'appuie sur la réalisation de projets rassembleurs qui se caractérisent par un esprit de

coopération. À cet effet, la Ville de Lévis a procédé au lancement officiel du positionnement stratégique « Lévis, ville de coopération » en mai 2011.

La ville de Lévis offre un réseau d'enseignement complet et plusieurs centres de recherche favorables au développement du savoir et au partage des connaissances. Cette présence attire à Lévis des étudiants en provenance du Québec et de l'étranger. Elle donne aussi la possibilité aux travailleurs de suivre des cours de formation professionnelle et de perfectionnement à proximité. Quant aux centres de recherche, ils possèdent des expertises renommées, particulièrement dans les domaines de la biotechnologie, de la production automatisée, de l'agrobiotechnologie, de l'environnement, de même que du transport et de la logistique.

Lévis accueille également deux chaires de recherche et un incubateur d'entreprises. L'ensemble de ces institutions, combiné à la réalisation prochaine de l'Innoparc, contribuent à créer ou à solidifier les liens qui unissent le milieu scientifique au milieu des affaires. Ce partage d'expertise permet d'optimiser les découvertes technologiques et de stimuler l'innovation.

Le portrait de Lévis ne pourrait être complet sans l'apport du secteur manufacturier. Celui-ci s'est grandement diversifié au cours des dernières années, permettant aux nombreux fabricants de se démarquer dans des niches spécifiques et de mieux relever les défis posés par une économie mondialisée.

Aujourd'hui, c'est plus de 200 entreprises manufacturières qui opèrent à Lévis et qui emploient autour de 7 000 travailleurs. Plusieurs jouissent d'une renommée

internationale, dont Pharmalab, Honco, OmégaChem, P.H. Tech ou Teknion. La présence de grands donneurs d'ordres constitue un atout pour les nombreux fournisseurs présents sur le territoire lévisien, mais aussi pour ceux situés dans les MRC périphériques.

C'est également qu'à Lévis est située la raffinerie Jean-Gaulin de la compagnie Valero, autrefois Ultramar. Implantée sur le territoire depuis 1971, celle-ci se présente comme une raffinerie moderne et efficace, grâce aux mises à niveau constantes depuis sa mise en service.

À cet effet, plus de 2 Milliards \$ d'investissements ont été effectués sur le site lévisien depuis 10 ans afin notamment d'augmenter sa capacité de production, augmenter la capacité de chargement des camion-citernes et la modernisation des installations de traitement des eaux usées.

À cela s'ajoute la construction, au coût de 400 millions \$ et la mise en service à la fin de 2012 du Pipeline St-Laurent, permettant ainsi d'alimenter le terminal de Valero situé à Montréal-Est à raison de 170 000 BPJ à capacité maximale.

La raffinerie a également été adaptée de façon à ce qu'elle soit en mesure de traiter une plus vaste gamme de pétroles bruts, mais aussi dans la volonté d'orienter des économies d'énergie et obtenir un meilleur rendement. Les améliorations continues apportées à la raffinerie Jean-Gaulin dans la dernière décennie a représenté au total une réduction de 145 000 tonnes métriques de GES par année.

Cette excellente performance en matière d'intensité des émissions de GES place la raffinerie Jean-Gaulin loin en tête de peloton à l'échelle canadienne.

L'emplacement de la raffinerie et de son quai en eau profonde sur le fleuve Saint-Laurent lui permet d'accueillir à longueur d'année des pétroliers à fort tonnage pour des livraisons de pétrole brut. La capacité de la raffinerie à recevoir des cargaisons allant jusqu'à 1 million de barils de pétrole lui confère un avantage net par rapport aux autres raffineries.

Situées en amont, ces dernières sont désavantagées, car elles doivent s'en remettre au transport par pipeline ou par navire de tonnage moindre. De plus, la raffinerie Jean-Gaulin affrète de gros pétroliers à double paroi et à double coque, résistants aux glaces, qui peuvent naviguer en toute sécurité sur le fleuve durant l'hiver.

La raffinerie traite du pétrole brut d'outre-mer acheminé par pétrolier à son port en eau profonde sur le fleuve Saint-Laurent. D'une capacité de stockage de 8,7 millions de barils de brut, de produits intermédiaires et raffinés, la raffinerie peut aussi entreposer du gaz de pétrole liquéfié. Sa capacité nominale de raffinage de 265 000 BPJ représente environ les 2/3 de la capacité de production du Québec et près de 30 % de la capacité combinée des 7 usines du Québec et de l'Ontario.

La présence de la Raffinerie Jean-Gaulin amène évidemment son lot de retombées économiques. Elle embauche plus de 700 travailleurs, dont 500 permanents et

200 contractuels. L'activité économique qu'elle génère sur notre territoire seulement s'élève annuellement à 450 millions \$ permettant le maintien de plus de 1500 emplois indirects dans les entreprises de services locales.

La Chambre de commerce de Lévis appuie sans réserve le projet de renversement de la Ligne 9b.

D'importants changements sont en cours concernant l'approvisionnement mondial en pétrole brut. Les gisements de brut du bassin de l'Atlantique déclinent tandis que la demande croissante des économies asiatiques rivalise avec les économies occidentales pour l'accès à la même ressource. Ceci, combiné à la montée en flèche de la production de pétrole brut du centre du continent nord-américain, est en voie de redessiner la carte de l'approvisionnement en pétrole.

La récession récente et l'introduction des biocarburants, ainsi qu'une réglementation plus stricte sur les produits qui nécessite des investissements massifs, ont causé la fermeture de nombreuses raffineries plus vulnérables de la côte Est et de l'Europe, y compris à Montréal-Est. Ces fermetures sont l'inexorable destin des usines devenues non concurrentielles par manque d'investissements.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que les États-Unis seront autosuffisants en pétrole d'ici 2030 et que leur production dépassera celle de l'Arabie saoudite d'ici 2020, grâce au recours aux technologies améliorées d'extraction du brut conventionnel et du brut non conventionnel. Les conséquences sur l'économie des États-Unis seront

énormes, alors que les importations de brut elles, seront en déclin.

Au Canada, l'ensemble des raffineries consomme 1,8 million de barils de pétrole brut par jour. La production de pétrole brut dans l'Ouest du Canada passera de 2,7 millions de barils par jour qu'elle était au début de l'an passé, à 4,5 millions de barils par jour d'ici 2020. Ceci correspond à deux fois et demie les besoins actuels du Canada et à plus de 7 fois la demande de brut raffiné dans l'ouest du Canada. Incontestablement, le pétrole devra se retrouver quelque part.

Pour une usine comme la raffinerie Jean-Gaulin, le coût d'acquisition de la matière première représentait en 2012 de 90 à 95 % de tous ses frais d'exploitation. Avec une capacité de 265 000 BPJ, on peut donc évaluer les coûts d'acquisition de la matière première à plusieurs milliards \$ à chaque année.

Comme on le constate depuis maintenant 2 ans, l'écart du prix au baril entre le Brent typique extrait de la mer du Nord acquis par les raffineurs québécois, par rapport à un brut canadien du centre du continent acquis par les raffineurs ontariens a beaucoup augmenté. Dans la dernière année, on parle d'un écart moyen de 17,54 \$ du BP.

Cet écart par baril de pétrole brut a donc un impact significatif sur la compétitivité des raffineries du Québec, surtout lorsque l'on sait que la marge bénéficiaire nette moyenne du secteur pétrolier aval canadien est de moins de

2 cents par litres (moyenne de 10 ans, tous produits confondus).

Y donner accès leur permettra donc de demeurer très compétitives vis-à-vis leurs concurrents nord-américains. Au contraire, ne pas faciliter l'accès du pétrole canadien au Québec les place dans une situation très précaire.

De plus, Valero prévoit également que le pétrole brut synthétique valorisé ou d'autres pétroles légers amenés à Lévis par le pipeline 9b amélioreraient davantage le bilan environnemental de la raffinerie. Ces pétroles sont généralement plus faibles en soufre et génèrent très peu de résidus de pétrole lourd.

La Ligne 9, inversée une première fois en 1998 vers Sarnia, se trouve maintenant dans la situation contraire. Ainsi, la logique économique suggère de le restaurer à son état d'origine avec un écoulement de l'ouest vers l'est. Ce brut a déjà commencé à être envoyé par wagons, navires et pipelines, nouveaux ou redirigés, vers des centres de raffinage partout en Amérique du Nord. Ne pas utiliser ce brut risque fortement de compromettre la position concurrentielle de l'industrie du raffinage à Lévis et exposerait les activités de raffinage et de pétrochimie restantes au Québec à des risques inutiles.

Le scénario qui prévaut à l'heure actuelle ne tient plus la route pour assurer le maintien à long terme des raffineries québécoises. La saignée dans l'industrie québécoise du raffinage et de la pétrochimie a été très dure dans les dernières années et on doit protéger ce qui nous reste



actuellement en permettant le renversement de la Ligne 9b. Il s'agit d'une solution relativement simple et logique.

Il nous reste encore quelques minutes. Je cède donc la parole à monsieur Daniel Beaudoin de la compagnie Descimco, spécialisée dans la tuyauterie industrielle, afin qu'il vous exprime encore plus concrètement les impacts de la présence des raffineries au Québec pour son entreprise.

Merci de votre écoute!